

ARRÊTÉ
DE NOMINATION STAGIAIRE
DE M. OU M^{ME} [NOM PRENOM]
AGENT DE MAITRISE

Le Maire (*ou le Président*) de [collectivité ou établissement public],

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, (*Le cas échéant*)

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,

Vu le décret n°88-548 du 6 mai 1988 portant échelonnement indiciaire applicable aux agents de maîtrise territoriaux,

Vu la délibération en date du [date] créant un emploi d'agent de maîtrise,

OU

Vu le tableau des effectifs budgétaires,

Vu la déclaration de vacance d'emploi effectuée auprès du Centre de Gestion en date du [date],

Vu le certificat médical attestant l'aptitude physique à l'emploi en date du [date],

Vu les services de non titulaire de droit public d'une durée de [durée] accomplis par l'intéressé(e), du [date] au [date] en qualité de [emploi] (*Le cas échéant*),

OU

Vu les services de salarié de droit privé d'une durée de [durée] accomplis par l'intéressé(e), du [date] au [date] en qualité de [emploi] (*Le cas échéant*),

Vu la durée des services militaires (*Le cas échéant*),

Vu la liste d'aptitude en date du [date] au grade d'agent de maîtrise établie par [nom de l'organisme ayant établi la liste d'aptitude],

Considérant que l'intéressé(e) a satisfait aux conditions de recrutement,

ARRÊTE

Article 1 : M. ou Mme [Nom, Prénom] né(e) [nom de jeune fille] le [date de naissance] est nommé(e) agent de maîtrise territorial stagiaire à temps complet à compter du [date], pour une durée de [durée],

OU

M. ou Mme [Nom, Prénom] né(e) [nom de jeune fille] le [date de naissance] est nommé(e) agent de maîtrise territorial stagiaire à temps non-complet à raison de [durée hebdomadaire] à compter du [date], pour une durée de [durée],

Article 2 : Pendant la période de stage, M. ou Mme [Nom, Prénom] est classé au [échelon] échelon, Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM], avec une ancienneté de [ancienneté dans l'échelon],

(*le cas échéant*) l'intéressé(e) conservera à titre personnel une rémunération sur la base de l'Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM], (*pour tenir compte de l'indice acquis précédemment*),

Article 3 : M. ou Mme [Nom, Prénom] est soumis(e) au régime spécial de Sécurité Sociale des fonctionnaires et est affilié(e) à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités territoriales,

Article 4 : Avant le terme normal, il peut être mis fin au stage de M. ou Mme [Nom, Prénom] :

- en cas d'insuffisance professionnelle, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dès lors que la moitié du stage sera accomplie,
- en cas de faute disciplinaire, après avis du Conseil de Discipline

Dans les deux cas, la fin de stage a lieu sans préavis ni indemnité de licenciement et après communication du dossier à l'agent.

Article 5 : Le Secrétaire Général (ou le Directeur Général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au Représentant de l'État,
- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date]
Le Maire (ou le Président),

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [date]

Signature de l'agent :